



Groupe de Travail 12/7/2019 (Suite) Nouveau Réseau de Proximité

Aujourd'hui, 12 juillet 2019, les Organisations syndicales sont de nouveau convoquées à la DDFIP pour un deuxième Groupe de Travail « construire le nouveau réseau de proximité » voulu par le ministre Darmanin.

Force Ouvrière, dans le compte rendu du premier GT en date du 1/7/2019, a clairement expliqué sa position de rejet du projet et son opposition totale à toutes concertations et discussions. Il n'y a rien de bon dans ce projet. Discuter revient à donner une existence à ce dernier.

Dans le guide, non destiné aux représentants syndicaux, envoyé à tous les N°1 des départements pour la phase de concertation du projet « construire le nouveau réseau de proximité », **il est clairement écrit que les seules marges de manœuvre laissées aux directeurs sont :**

- *Le lieu d'implantation des services et de leurs antennes pérennes (en nombre constant par rapport à la carte d'entrée en négociation)*
- *Le lieu d'implantation des points d'accueil de proximité mutualisés, et leur nature (permanence en mairie, présence ponctuelle en maison France-Services, permanences physiques ou visio), voire le nombre (il est possible de proposer plus d'accueils de proximité) ainsi que les jours ou créneaux de présence d'un agent de la DGFIP*
- *le lieu d'implantation du conseiller aux élus et l'augmentation de leur nombre, pourvu qu'ils restent implantés dans les territoires et non au chef-lieu du département.*
- *Le cadencement des opérations entre 2020 et 2022*

Les points qui devront être validés avec la centrale sont entre autres :

- *L'ajustement du nombre de structures (sans mettre en cause l'équilibre du projet)*
- *Le décalage d'opération après 2022*

En clair, « la concertation » voulue par Bercy concerne les lieux d'implantations et la date d'effet !

Force Ouvrière refuse d'être associée à un dispositif qui revient à discuter de la longueur de la corde avec laquelle nous allons être pendus. En aucune manière notre direction locale n'obtiendra une quelconque caution de notre part et c'est bien de cela dont il s'agit !

La direction nous fait croire que le nouveau réseau est élaboré en concertation avec les élus, les chefs de services, les Organisations Syndicales et les agents mais c'est une duperie.

Pour toutes ces raisons **FO** ne s'est pas rendue à la convocation de ce groupe de travail.

Ne nous résignons pas, utilisons les vacances pour réfléchir comment réagir localement à la rentrée.

Il existe une alternative : nous mobiliser, avec nos équipes de travail, pour l'abandon de cette réforme mortifère.